

Les formes de l'autonomie : pratiques d'assemblées et décisions collectives en marge de l'État.

Paul Codjia (Laboratoire d'anthropologie sociale – Collège de France)

Raphaël Colliaux (Pontificia Universidad Católica del Perú – Fyssen Foundation)

Les œuvres de Pierre Clastres (1974), James Scott ([2009] 2019), David Graeber (2004) ou d'Eduardo Viveiros de Castro (2019) ne sont pas seulement des travaux d'anthropologie politique continuant d'alimenter d'intenses débats au sein du monde académique à propos des sociétés dites « contre l'État », « qui ont l'art de ne pas être gouvernées » ou « anarchiques » (Allard 2020 ; Jabin 2021). Elles sont aussi abondamment lues et commentées au sein de collectifs militants d'Europe et d'Amérique du Nord, qui y puisent une matière susceptible d'alimenter leurs propres expérimentations politiques : inventer de nouvelles modalités d'organisation sociale, de participation démocratique, de décisions collectives et, surtout, développer une autonomie vis-à-vis des États. Les thèses d'anthropologues défendant l'idée d'un *ethos* « anarcho-égalitaire » des premiers groupements humains (Macdonald 2016), qui concernerait encore un grand nombre de peuples autochtones (Scott 1990), ont de ce fait contribué à ériger ces derniers, en particulier les sociétés d'Amazonie depuis Clastres, en modèle de résistance face aux forces uniformisantes, centralisatrices et dominatrices des États.

Or plusieurs travaux ont montré qu'il fallait se garder d'appliquer à ces sociétés des concepts comme ceux d'égalité ou d'égalitarisme qui cachent des situations en réalité beaucoup plus nuancées, à commencer par des relations de pouvoir genrées (Buitron et Steinmüller 2020). En outre, il a été souligné que les groupes amazoniens s'approprièrent aujourd'hui, en contexte postcolonial, des outils d'origines étatiques comme un gouvernement central, une bureaucratie ou des normes légales pour revendiquer leurs droits à une autonomie politique et gagner en légitimité sur les scènes nationales et internationales (Rubenstein 2001 ; Killick 2008 ; Allard et Walker 2016 ; Codjia et Colliaux 2018 ; Codjia 2019 ; Buitron 2020). À l'inverse, ces vingt dernières années ont vu émerger dans les démocraties libérales de l'hémisphère Nord des formes d'organisations inédites souhaitant s'émanciper de la « forme État » (Aretxaga 2003) par l'emploi d'outils et de pratiques de prises de décisions décentralisées, parfois inspirées par certains travaux d'anthropologie anarchiste susmentionnés. Citons par exemple les mouvements *Occupy* (Raza et Kurnik 2012), celui des *Indignados* en Espagne (Flesher Fominaya 2014), *Nuit debout* (Maniglier 2016), la Zone à Défendre de Notre-Dame-des-Landes (Verdier 2021), le mouvement des « Gilets jaunes » (Hayat 2021) en France, ou des mouvements féministes dans lesquels les questions liées à une conception spécifique de l'autonomie sont centrales et alimentent les réflexions et les pratiques de certains des groupes précédents (Blackwell 2012 ; Portos 2019). Ces collectifs semblent adopter des chemins opposés oscillant entre rejet et réappropriation d'instruments d'origine étatiques, se construisant ainsi en groupes « en marges » des États, forcés parfois de reproduire leur forme pour mieux s'en émanciper (Poole et Das 2004).

Malgré ces différences liées à leur contexte historique et culturel, notre hypothèse est que ces groupes paraissent être animés par des préoccupations similaires relatives à une autonomie à la fois du collectif et de chacune des personnes qui le constitue. En effet, ils questionnent d'abord la légitimité du centralisme inhérent aux États, dont les décisions s'imposent à tous et en tout lieu sans tenir compte des volontés et des spécificités locales. Ils s'attachent ensuite à proscrire ou à tempérer l'émergence d'une telle autorité centralisée en leur sein par l'invention de pratiques d'assemblées qui cultivent le droit à la participation de toutes et tous, respectent les positions

individuelles et contraignent ou empêchent la stabilisation d'un leadership entre les mains de quelques-unes ou de quelques-uns de leurs membres. Ce numéro spécial ambitionne de rassembler des ethnographies qui mettent en lumière la diversité des efforts et des modalités de mise en œuvre de cette aspiration à cette double autonomie. L'ambition de cette entreprise comparative est d'élucider les pratiques qui tentent de résoudre la tension entre autonomie individuelle et volonté de s'organiser collectivement pour faire face aux États. Il s'agira de développer une réflexion anthropologique sur les conditions d'existence plus ou moins pérennes de ces modes d'être collectifs se revendiquant autonomes.

Pour fonder cette comparaison, ce numéro souhaite prêter attention à la diversité des pratiques d'assemblées comme outil de décisions collectives propres à ces groupes et à ces mouvements sociaux. Nous proposons l'hypothèse méthodologique que ce sont en effet dans ces espaces qu'il est possible d'observer la diversité des pratiques que ces acteurs et ces actrices mettent en œuvre pour s'ajuster, rejeter ou composer avec la normativité produite collectivement, autant en termes de valeurs que de décisions communes, qui donnent corps à un groupe aux contours fluides.

En renouvelant la démarche comparative inaugurée par Marcel Detienne (2003) sur ces questions, ce dossier thématique se propose d'ethnographier, à partir de cas provenant d'aires géographiques diverses, les mécanismes décisionnels de ces groupes, aussi bien en contexte autochtone que dans les mouvements sociaux qui sont à la recherche d'une autonomie vis-à-vis des États nations. Pour ce faire, nous invitons les contributrices et contributeurs à ce dossier à considérer deux axes de recherches complémentaires.

Axe 1. Ethnographies des prises de parole et des actes en réunion

Dans un premier temps, nous souhaitons regrouper des ethnographies des mécanismes collectifs de prise de décision, un phénomène d'une complexité remarquable qui justifie pleinement un éclairage comparatif. Loin d'être la résultante de rationalités individuelles chimériques de type économique (Coleman 1966), ces décisions reposent sur la confrontation d'idées et l'ajustement de valeurs morales, mais aussi sur des rapports de pouvoir institués par des différentiels de compétences oratoires et rhétoriques (Hall 2015), ou encore sur des phénomènes d'inimitié ou d'affinité entre des membres de l'assemblée. Si ces collectifs reconnaissent le droit de toutes et tous à prendre la parole, toutes les paroles n'ont pas la même force et ne contribuent pas de la même manière à la décision finale. Aussi, lors de ces assemblées se revendiquant autonomes, comment s'organisent les échanges d'idées et la coordination des points de vue ? Comment les membres de l'assemblée arrêtent-ils une décision ?

En outre, si la décision collective oblige les membres de l'assemblée à mettre en œuvre ce qui a été « décidé ensemble » (Urfalino 2021), quels rapports entretiennent-ils avec cette obligation ? Est-il accepté de finalement y déroger ? Comment les individus, se revendiquant eux-mêmes d'une autonomie valorisée par les autres membres du groupe, composent-ils avec un tel cadre normatif plus ou moins temporaire et contraignant ? Souvent ce cadre normatif s'exprime par la volonté d'un consensus, modalité privilégiée et valorisée de prise de décision au sein de ces collectifs. Or ce consensus ne se révèle souvent qu'« apparent » (Urfalino 2006 ; 2007), l'absence d'opposition verbale à l'heure de prendre une décision ne signifiant pas forcément l'absence de désaccords. Comment ces désaccords se manifestent et quel impact cela a-t-il sur les dynamiques de groupes ? Quelle place pour le dissensus au sein de ces assemblées posé pourtant comme constitutif de la vitalité des démocraties étatiques (Przeworski 2011) ? Une attention pourra être également portée aux dispositifs linguistiques employés par les locuteurs en assemblée en vue de construire des discours produisant de l'adhésion et faisant autorité (Morton 2014). Les dynamiques de prises de paroles et les modalités d'expression des membres des assemblées produisent des attitudes et des codes discursifs partagés (Brenneis et Myers 1984) qu'il sera intéressant de mettre

en lumière. C'est ce socle commun, en perpétuelle construction et reconstruction, qui pourra contribuer à légitimer les décisions collectives.

Axe 2. Généalogie des pratiques d'assemblées

Dans le cadre d'un deuxième axe de travail, les contributions à ce dossier s'attacheront à inscrire ces pratiques d'assemblées et de décisions collectives dans leur contexte historique et culturel de manière à en dégager leurs généalogies et caractéristiques propres (Boholm, Henning et Krzyworzeka 2013). Un examen de l'histoire de ces assemblées permettra de comprendre les origines des revendications d'autonomie, ce qu'être autonome veut dire pour chacun de ces collectifs, et de saisir les rapports distincts que ces groupes déploient avec les institutions étatiques.

Cette contextualisation culturelle et historique pourra être aussi un moyen d'approfondir l'analyse des discours. L'autorité des locuteurs en assemblée peut en effet reposer sur des idéologies du langage spécifiques au groupe étudié (Silverstein 1979; Morton 2014) ou encore sur un phénomène d'interdiscursivité, les discours prononcés dans le passé pouvant être à nouveau mobilisés pour légitimer et attester d'une position (Bauman 2005; Hill et Irvine 1993).

Une description sociologique des contextes dans lesquels ont lieu les réunions pourra être utile pour comprendre les dynamiques de prises de parole, de manifestation d'adhésion et ou de rejet des membres de l'assemblée dans les débats. Les choix des membres peuvent découler de rivalités politiques, de structures institutionnalisées (enjeux électoraux par exemple) ou encore de relations de parenté.

Au fond, les ethnographies de ces pratiques d'assemblées autonomes rassemblées dans ce numéro auront pour vocation d'interroger les formes de socialité, réelles et revendiquées, émergeant de tels rassemblements, et de questionner la pertinence pour l'analyse de ces collectifs de l'idée fondatrice de la sociologie et de l'anthropologie durkheimienne postulant la nécessaire existence d'une entité totalisante -la société, l'État, la nation-, distincte de la somme des individus qui la composent, pour penser le politique. La formation « d'assemblées » présupposerait, *a minima*, l'existence de collectifs humains capables de formuler *une* volonté collective en mesure d'assujettir les opinions et les aspirations individuelles. Or il s'agit d'un mode d'être collectif qui, précisément, de Notre-Dame-des-Landes aux villages amazoniens, n'a rien d'évident et est source d'embarras pour les membres de ces groupes eux-mêmes. Ce numéro de *The Swiss Journal of Sociocultural Anthropology* vise à mettre en lumière une diversité de praxis politiques, plus ou moins objectivées par les acteurs et actrices, qui donnent à voir des formes contrastées de quêtes vers l'autonomie.

Modalités : Les articles pourront être soumis en français ou en anglais. Les résumés de 200 mots (dans la langue du texte), accompagné de 4-6 mots-clés sont attendus avant le 30/09/2022. Une notification d'acceptation ou de refus sera communiquée avant le 15/10/2022. Les manuscrits devront ensuite être soumis avant le 31/01/2023. Ils ne devront pas dépasser 7000 mots, notes et références incluses. Les directives détaillées aux auteurs et auteures sont consultables à l'adresse suivante : <https://tsantsa.ch/about/submissions>. La publication du numéro est prévue pour fin 2023.

Contacts : Paul CODJIA : paul.codjia@hotmail.fr
Raphaël COLLIAUX : raphael.colliaux@ehess.fr

Envoi des propositions: paul.codjia@hotmail.fr ; raphael.colliaux@ehess.fr; info@tsantsa.ch

**Forms of Autonomy: Assembly Practices and Collective Decision-Making
on The Margins of The State**

Paul Codjia (Laboratoire d'anthropologie sociale – Collège de France)

Raphaël Coliaux (Pontificia Universidad Católica del Perú – Fyssen Foundation)

The works of Pierre Clastres (1974), James Scott ([2009] 2019), David Graeber (2004), or Eduardo Viveiros de Castro (2019) are not only pieces of political anthropology that continue to fuel intense debates within the academic world concerning societies deemed “against the State” or “anarchic” (Allard 2020 ; Jabin 2021). These works are also abundantly read and discussed within activist collectives in Europe and North America, which seek in these writings material that might fuel their own political experiments: inventing new modalities of social organization, democratic participation, collective decision-making, and, especially, developing autonomy from States. Anthropological theories defending the idea of an “anarchic-egalitarian” *ethos* among the first human groups (Macdonald 2016), which would still apply to many Indigenous peoples (Scott 1990), have thereby contributed to setting up these societies—particularly Amazonian societies since Clastres—as models of resistance against the standardizing, centralizing, and dominating forces of States.

However, a number of studies have shown the importance of refraining from applying concepts such as equality or egalitarianism to these societies, which can mask situations that are in fact much more nuanced—starting with gendered power relations (Buitron and Steinmüller 2020). Furthermore, it has been highlighted that the Amazonian groups have today taken up, in a postcolonial context, tools with statist origins such as a central government, a bureaucracy, or legal norms to demand their rights to political autonomy and gain legitimacy on the national and international stage (Rubenstein 2001; Killick 2008; Allard and Walker 2016; Codjia and Coliaux 2018; Codjia 2019; Buitron 2020). Conversely, the last twenty years have seen the emergence, in liberal democracies of the Northern hemisphere, of unprecedented organizational forms that seek to emancipate themselves from the “State form” (Aretxaga 2003) through the use of tools and practices of decentralized decision-making, sometimes inspired by some of the anarchist anthropological works mentioned above. Examples include the Occupy movements (Raza and Kurnik 2012), the *Indignados* in Spain (Flesher Fominaya 2014), *Nuit debout* (Maniglier 2016), the *Zone à défendre* (ZAD) at Notre-Dame-des-Landes (Verdier 2021), the *gilets jaunes* movement (Hayat 2021) in France, and feminist movements in which questions tied to a specific conception of autonomy are central and fuel the reflections and practices of some of the aforementioned groups (Blackwell 2012; Portos 2019). These collectives seem to adopt opposing paths oscillating between the rejection and the reappropriation of tools with statist origins, thus forming groups “on the margins” of States, forced at times to reproduce statist forms in order to better emancipate themselves from them (Poole and Das 2004).

Despite these differences linked to historical and cultural context, our hypothesis is that these groups seem to be animated by similar concerns regarding the autonomy of both the collective and the individuals who make it up. Indeed, these groups first question the legitimacy of the States’ inherent centralism, in which decisions are imposed on all and in all places without regard for local wills and specificities. They then endeavor to proscribe the emergence of just such a centralized authority within their own group, through the invention of practices of assembly that cultivate the right of participation for all, respect individual positions, and constrain or prevent the stabilization of leadership in the hands of only a few of their members.

This special issue aims to gather together ethnographies that highlight the diversity of efforts and modalities of implementing this aspiration to this double autonomy. The ambition of this comparative undertaking is to elucidate practices that attempt to resolve the tension between individual autonomy and the desire to organize collectively in order to confront States. The aim is to develop an anthropological reflection on the more or less durable conditions of existence of these collective modes of being that declare themselves to be autonomous. As a basis for this comparison, this issue seeks to attend to the diversity of practices of assembly as a tool of collective decision-making specific to these groups and social movements. We propose the methodological hypothesis that it is precisely in these spaces that it is possible to observe the diversity of practices that these actors implement to adjust to, reject, or cope with collectively produced normativity, as much in terms of values as in communal decisions that give form to a group with fluid edges. In renewing the comparative approach introduced by Marcel Detienne (2003) on these questions, this special issue proposes to ethnographically examine, based on cases from various geographical areas, these groups' decision-making mechanisms, both in Indigenous contexts and in social movements that seek autonomy from States. To do this, we invite contributors to this issue to consider two complementary axes of research.

Axis 1. Ethnographies of speaking and meeting proceedings

First, we wish to group together ethnographies of collective decision-making mechanisms, a phenomenon of remarkable complexity that fully justifies a comparative perspective. Far from being the result of chimerical individual rationalities of an economic kind (Coleman 1966), these decisions are based on the confrontation of ideas and the adjusting of moral values, but also on relations of power instituted by differences in oratorical and rhetorical skills (Hall 2015), or on phenomena of enmity or affinity between members of the assembly. Though these collectives recognize everyone's right to speak, not all speech has the same force or contributes in the same way to the final decision. Additionally, in these assemblies that claim to be autonomous, how are the exchange of ideas and the coordination of viewpoints organized? How do members of the assembly come to a final decision?

Further, if collective decision-making requires members of the assembly to implement that which has been "decided together" (Urfalino 2021), what relations do they have to this obligation? Is it acceptable to ultimately contravene it? How do individuals, themselves claiming an autonomy valorized by the other members of the group, make do with such a normative frame that may be more or less temporary or constraining? This normative framework is often expressed through the desire for consensus, the preferred and valued decision-making method within these groups. However, this consensus is often only "apparent" (Urfalino 2006 ; 2007), as the absence of verbal opposition when making a decision does not necessarily mean the absence of disagreements. How are these unspoken disagreements expressed and what impact does this have on group dynamics? What room is there for dissent within these assemblies, which is nevertheless considered as constitutive of the vitality of statist democracies (Przeworski 2011)?

Attention can also be paid to the linguistic devices used by speakers in assemblies in order to construct discourses that produce support and authority (Morton 2014). The dynamics of speech acts and the ways in which assembly members speak produce shared attitudes and discursive codes (Brenneis and Myers 1984) that it will be interesting to highlight. It is this common ground, in perpetual construction and reconstruction, that can contribute to legitimize collective decisions.

Axis 2. Genealogy of assembly practices

As part of the second research axis, contributions to this issue will attempt to inscribe these practices of assembly and collective decision-making in their historical and cultural context, in a way that brings out their genealogies and particular characteristics (Boholm, Henning and

Krzyworzeka 2013). An examination of the history of these assemblies will enable an understanding of the origins of demands for autonomy, what being autonomous means for each of these collectives, and the distinctive relations these groups deploy with statist institutions. This cultural and historical contextualization may also be a way to deepen the analysis of the discourses. In meeting, the authority of the speakers may be based on ideologies of language specific to the group under study (Silverstein 1979; Morton 2014) or on a phenomenon of interdiscursivity, as speeches made in the past may be mobilized again to legitimize an opinion (Bauman 2005; Hill and Irvine 1993).

A sociological description of the contexts in which the meetings take place may be useful for understanding the dynamics of the assembly members' speech, and of their expressions of support or rejection in the debates. Members positions may, for example, arise from political rivalries, institutionalized structures (electoral stakes) or even kinship relations.

Fundamentally, the ethnographies of these autonomous assembly practices brought together in this issue will seek to interrogate forms of sociality—both existing and demanded—that emerge from such groupings, and to question the relevance, for the analysis of these collectives, of the foundational idea of sociology and Durkheimian anthropology, which postulates the necessary existence of a totalizing entity—the society, the State, the nation—distinct from the sum of the individuals who form it, in order to theorize the political. The formation of “assemblies” presupposes, at the very least, the existence of human collectives capable of forming *a* collective will, capable of subjugating individual opinions and aspirations. Indeed, it is a question of a collective mode of being that, precisely, from Notre-Dame-des-Landes to Amazonian villages, is in no way easy and is a source of discomfort for the actors themselves. This issue of *The Swiss Journal of Sociocultural Anthropology* aims to highlight a diversity of political praxis, more or less objectified by actors themselves, that show contrasting forms of quests for autonomy.

Submission: Articles can be submitted in English or in French. Abstracts of 200 words (in the language of the text), accompanied by 4-6 keywords, are expected before 09/30/2022. Authors will receive a notification of acceptance or rejection by 10/15/2022. Manuscripts must be submitted by 01/31/2023. They should not exceed 7000 words, including notes and references. Guidelines for authors are available at the following address: <https://tsantsa.ch/about/submissions>. The issue will be published by the end of 2023.

Contacts: Paul CODJIA : paul.codjia@hotmail.fr
Raphaël COLLIAUX : raphael.colliaux@ehess.fr

Send abstracts to: paul.codjia@hotmail.fr ; raphael.colliaux@ehess.fr; info@tsantsa.ch

Bibliographie :

- ALLARD, Olivier. 2020. “Faut-il encore lire Clastres ?”, *L’Homme. Revue française d’anthropologie*, 236: 159-176.
- ALLARD, Olivier et Harry Walker (eds.). 2016. “Amazonian Appropriations of Bureaucracy and Documents”, *The Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, 21 (3).
- ARETXAGA, Begoña. 2003. “Maddening States”, *Annual Review of Anthropology* 32 (1): 393-410.
- BLACKWELL, Maylei. 2012. “The Practice of Autonomy in the Age of Neoliberalism: Strategies from Indigenous Women’s Organising in Mexico”, *Journal of Latin American Studies* 44 (4): 703-32.
- BAUMAN, Richard. 2005. “Commentary: Indirect Indexicality, Identity, Performance: Dialogic Observations.” *Journal of Linguistic Anthropology* 15 (1): 145–50.

- BOHOLM, Åsa, Henning, Annette et Krzyworzeka, Amanda. 2013. "Anthropology and Decision Making: An Introduction". *Focaal*, 65: 97-113.
- BRENNEIS, Donald Lawrence et Myers, Fred R. (eds). 1984. *Dangerous words: language and politics in the Pacific*, New York, New York University Press.
- BUTRON, Natalia. 2020. "Autonomy, Productiveness, and Community: The Rise of Inequality in an Amazonian Society", *Journal of the Royal Anthropological Institute* 26 (1): 48-66.
- BUTRON, Natalia et Steinmüller, Hans. 2020. "Les fins de l'égalitarisme. Introduction", *L'Homme. Revue française d'anthropologie*, 236: 5-44.
- CODJIA, Paul. 2019. *Le dire et le désir : une ethnographie des usages affectifs et politiques de la parole chez les Wampis (Amazonie péruvienne)*, Paris, EHESS, Thèse de doctorat.
- CODJIA, Paul, et Raphaël Colliaux. 2018. "Au Pérou, les Wampis déterminés à protéger leur territoire", *Le Monde Diplomatique*, juillet.
- COLEMAN, James S. 1966. "Foundations for a Theory of Collective Decisions", *American Journal of Sociology* 71 (6): 615-627.
- COLLIAUX, Raphaël. 2019. "Ciudadanos de la comunidad. Appropriation de la bureaucratie et expérience de la « communauté » chez les Matsigenka (Amazonie péruvienne)", *Journal de la Société des américanistes*, 105 (2): 69-90.
- DETIENNE, Marcel (dir.). 2003. *Qui veut prendre la parole ?*, Paris, Seuil, collection "Le genre humain".
- FLESHER FOMINAYA, Cristina. 2014. "Debunking spontaneity: Spain's 15-M/Indignados as autonomous movement", *Social Movement Studies* 14 (2): 142-63.
- GRAEBER, David. 2004. *Fragments of an anarchist anthropology*, Chicago, Prickly paradigm press.
- HALL, Ingrid. 2015. "Parole et hiérarchie dans les Andes du Sud du Pérou", *Autrepart*, 1: 89-103.
- HAYAT, Samuel. 2021. "Unrepresentative Claims: Speaking for Oneself in a Social Movement", *American Political Science Review*, octobre, 1-13.
- HILL, Jane H., and Judith T. Irvine, eds. 1993. *Responsibility and evidence in oral discourse*. Cambridge, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Cambridge University Press.
- JABIN, David. 2021. "Maîtres et esclaves chez des chasseurs cueilleurs. Les Yuqui d'Amazonie, Bolivie (1955-2000)", in P. Ismard (dir.), *Les Mondes de l'esclavage. Une histoire comparée*, Paris, Seuil : 383-388.
- KILLICK, Evan. 2008. "Creating Community: Land Titling, Education, and Settlement Formation Among the Ashéninka of Peruvian Amazonia", *The Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, 13 (1) : 22-47.
- MACDONALD, Charles. 2016. "Structures des groupes humains", *L'Homme*, 217: 7-20.
- MANIGLIER, Patrice. 2016. "Nuit debout : une expérience de pensée", *Les Temps Modernes*, 691 (5): 199-259.
- MORTON, Gregory Duff. 2014. "Modern Meetings: Participation, Democracy, and Language Ideology in Brazil's MST Landless Movement", *American Ethnologist* 41 (4): 728-42.
- POOLE, Deborah, et Veena Das (eds.). 2004. *Anthropology in the margins of the state*, Delhi, Oxford University Press.
- PORTOS, Martin. 2019. "Divided we stand, (oftentimes) united we fight: generational bridging in Spain's feminist movement and the cycle of antiausterity mobilizations", *American behavioral scientist* 63 (10): 1447-68.
- PRZEWORSKI, Adam. 2011. "Divided We Stand? Democracy as a Method of Processing Conflicts", *Scandinavian Political Studies*, 34 (2): 168-82.
- RAZSA, Maple, et Andrej Kurnik. 2012. "The Occupy Movement in Žižek's Hometown: Direct Democracy and a Politics of Becoming", *American Ethnologist*, 39 (2): 238-58.
- RUBENSTEIN, Steven. 2001. "Colonialism, the Shuar Federation, and the Ecuadorian State", *Environment and Planning D: Society and Space*, 19 (3) : 263-293.
- SCOTT, James C. 1990. *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, Yale, Yale University Press.

- SCOTT, James C. [2009] 2019. *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné: une histoire anarchiste des hautes terres d'Asie du Sud-Est*, Paris, Éditions Points.
- SILVERSTEIN, Michael. 1979. "Language Structure and Linguistic Ideology", *The Elements: A Parasession on Linguistic Units and Levels*, 193–247.
- URFALINO, Philippe. 2021. *Décider ensemble: la fabrique de l'obligation collective*, Paris, Seuil.
- URFALINO, Philippe. 2006. "Apparent consensus and voting: Two modes of collective decision-making", *Ponencia presentada al seminario: The Mechanisms of Collective Decisionmaking*. Roma, Adriano Olivetti Foundation.
- URFALINO, Philippe. 2007. « La décision par consensus apparent. Nature et propriétés », *Revue européenne des sciences sociales/European Journal of Social Sciences*, XLV (136): 47-70.
- VERDIER, Margot. 2021. *Le commun de l'autonomie. Une sociologie anarchiste de la zad de Notre-Dame-des-Landes*, Paris, Éditions du Croquant.
- VIVEIROS DE CASTRO, Eduardo. 2019. *Politique des multiplicités : Pierre Clastres face à l'État*, Bellevaux, Éditions Dehors.
- WALKER, Harry. 2012. "On anarchist anthropology", *Anthropology of this Century* 3 (online review, unspecified pages).